Le Medef détaille sa feuille de route

« Jours fériés, retraites, fonctionnaires en moins... la feuille de route radicale du Medef pour 2027 », titre **L'Opinion** qui détaille le programme du patronat qui veut imposer ses vues dans le débat public. Une centaine d'économistes, dont Philippe Aghion ou François Ecalle, et de dirigeants d'entreprise tels que Angeles Garcia-Poveda (Legrand) ou Ross McInnes (Safran) ont planché sur différentes thématiques. Leur rapport composé de **35 propositions** a été dévoilé vendredi matin. **Il recommande de sabrer dans la dépense publique en réduisant les effectifs d'agents publics de 1,5 million de personnes ou en supprimant douze ministères.** Pour fluidifier les recrutements et rémunérer au mérite, **le Medef suggère aussi de « concentrer la garantie de l'emploi à vie sur les missions régaliennes ».** Autre objectif du rapport : **travailler plus longtemps et plus nombreux.** Cela implique une nouvelle réforme des retraites, avec l'instauration d'un « âge pivot variable » qui augmenterait « graduellement en fonction de l'espérance de vie et de l'équilibre financier. Le collectif entend durcir la retraite progressive, et les seniors au chômage seraient aussi mis à contribution avec la mise en place de la dégressivité de leurs allocations après six mois, dont ils sont aujourd'hui exemptés. Sans surprise, le rapport reprend aussi l'idée d'ajouter **un étage de capitalisation pour soulager le système par répartition, qui plie sous la pression d'un rapport démographique défavorable.** Enfin, **le Front économique émet moult recommandations pour « produire et innover plus », notamment par l'immigration.** (L'Opinion, p.4)

« Personne ne voit d'où viendra la lumière » : **le grand désarroi des petits patrons,** titre **Les Echos** qui souligne **l'incertitude dans laquelle vivent les dirigeants de PME et d'ETI entre l'instabilité politique française et les remous internationaux.** « **On n'a jamais connu une rentrée aussi anxiogène** », estime Virginie Calmels, la nouvelle présidente de Croissance Plus, qui craint « un détricotage de la politique pro-business lancée au début du quinquennat Macron ». Au sein de l'association d'entrepreneurs, qui réunit 500 PME et ETI réputées combatives, « personne ne voit le bout du tunnel, ni d'où viendra la lumière ». Si « **la plupart des entreprises que je vois ont une trésorerie acceptable** », elles ont « **un problème de visibilité sur leurs carnets de commandes qui se remplit quasiment au jour le jour** », constate Pierre Pelouzet, le médiateur des entreprises à Bercy. Il pointe notamment « **l'absence d'anticipation liée aux incertitudes nationales et internationales** » qui exacerbent les tensions entre entreprises. **Instabilité politique ou pas, pour tous ces patrons, la charge administrative reste une urgence,** alors que **la loi sur la simplification promise depuis des mois se fait toujours attendre.** « La complexité réglementaire ne cesse de s'amplifier : déclaration des emballages, mise en œuvre de la facturation électronique dans un an, transition environnementale », recense Manuel Lenglet, à la tête du Grenier des Gastronomes. (Les Echos, p.24)

« Attaquer l'entreprise, c'est la pire chose à faire aujourd'hui », titre Les Echos qui publie un entretien avec Amir Reza-Tofighi. Le président de la CPME se dit « pas rassuré » et qualifie l'économie de « pas en forme ». « Depuis un an, on voit déjà que l'incertitude politique provoquée par la dissolution de l'Assemblée a fait des dégâts », ajoute-t-il, notant que « les défaillances sont au plus haut et le moral des chefs d'entreprise n'est pas bon ». « Ce qui est certain, c'est que l'on ne peut pas se permettre d'avoir 18 mois jusqu'à la prochaine élection présidentielle sans rien faire. Les entrepreneurs en ont ras le bol », martèle encore le président de la CPME. Il souligne son inquiétude de voir « les entreprises payer plus » alors que « le budget 2025 a été principalement axé sur des prélèvements sur les entreprises. » « On a clairement sacrifié notre industrie », ajoute encore Amir Reza-Tofighi, lequel signale qu'au-delà du sujet du coût de production, « il y a aussi le poids des normes inutiles. » (Les Echos, p.24)